

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des Procédures Environnementales

N° 2015-0908

**Arrêté complémentaire modifiant les dispositions de
l'arrêté préfectoral n° 2014-0728 du 29 septembre 2015,
autorisant les sociétés VALTERRA MATIÈRES ORGANIQUES
et VALTERRA DÉPOLLUTION RÉHABILITATION à exploiter
une installation de transit et de traitement
de déchets non dangereux à HOMECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, et notamment son article R. 512-31 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-0728 du 29 septembre 2015, autorisant les sociétés VALTERRA MATIÈRES ORGANIQUES et VALTERRA DÉPOLLUTION RÉHABILITATION à exploiter une installation de transit et traitement de déchets non dangereux à HOMECOURT ;

VU la circulaire ministérielle du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande du 3 décembre 2015 des sociétés VALTERRA MATIÈRES ORGANIQUES et VALTERRA DÉPOLLUTION RÉHABILITATION relative à la modification des critères d'admission des boues papetières et la diminution de la quantité totale de boues admises sur son site d'HOMECOURT ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine MB/NW/1010/2015 du 22 décembre 2015 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 11 février 2016 ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées n'entraînent pas d'impact supplémentaire vis-à-vis de ceux déjà étudiés dans le dossier de demande d'autorisation initiale du 12 décembre 2014 et réglementés par l'arrêté préfectoral n° 2014-0728 du 29 septembre 2015 ;

CONSIDÉRANT que la nouvelle étude d'impact sanitaire menée avec les nouvelles valeurs limites des boues papetières en éléments traces métalliques et organiques, conclut à l'innocuité sanitaire de l'installation sur les populations ;

CONSIDÉRANT que les éléments d'appréciation transmis par les sociétés VALTERRA MATIÈRES

ORGANIQUES et VALTERRA DÉPOLLUTION RÉHABILITATION à l'appui de sa demande du 3 décembre 2015 susvisée, permettent de conclure que la modification des teneurs d'admission maximales des boues et de la quantité totale de boues admises sur le site d'HEMOCOURT constitue une modification notable mais non substantielle des conditions d'exploitation de ladite installation au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, et qu'elle peut donc être entérinée et encadrée par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} - Portée et champ d'application du présent arrêté

Les sociétés VALTERRA MATIÈRES ORGANIQUES et VALTERRA DÉPOLLUTION RÉHABILITATION, dont le siège social est implanté 3 allée de Chantilly à VANDOEUVRE-LES-NANCY, sont tenues de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation **temporaire** d'une installation de transit et traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'HEMOCOURT, parcelle 102 du site de l'ancienne cokerie exploitée par la société ARCELORMITTAL France.

Article 2 - Prescriptions à respecter

Au chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0728 du 29 septembre 2015 encadrant l'exploitation de l'installation de transit et traitement de déchets non dangereux exploitée par les sociétés VALTERRA MATIÈRES ORGANIQUES et VALTERRA DÉPOLLUTION RÉHABILITATION, à HEMOCOURT, la mention :

« *Boues papetières 15 000 tonnes* » est supprimée et remplacée par « *Boues papetières 12 000 tonnes* ».

A l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0728 du 29 septembre 2015, le tableau ci-dessous est supprimé

<i>Eléments</i>	<i>Valeurs limites dans les boues papetières (mg/kg sur la Matière Sèche)</i>
<i>Cadmium</i>	<i>0,3</i>
<i>Chrome</i>	<i>16,2</i>
<i>Cuivre</i>	<i>198</i>
<i>Mercure</i>	<i>0,24</i>
<i>Nickel</i>	<i>7,87</i>
<i>Plomb</i>	<i>43,7</i>
<i>Zinc</i>	<i>156</i>
<i>Σ (Cr+Cu+Ni+Zn)</i>	<i>400</i>
<i>PCB (7 congénères)</i>	<i>0.23</i>
<i>Fluoranthène</i>	<i>0,09</i>
<i>Benzo (b) fluoranthène</i>	<i>0,05</i>
<i>Benzo (a) pyrène</i>	<i>0,05</i>

Et remplacé par le tableau suivant :

Eléments	Valeurs limites dans les boues papetières (mg/kg sur la Matière Sèche)
Cadmium	0,45
Chrome	21
Cuivre	198
Mercure	0,3
Nickel	10
Plomb	57
Zinc	203
Σ (Cr+Cu+Ni+Zn)	520
PCB (7 congénères)	0,3
Fluoranthène	0,15
Benzo (b) fluoranthène	0,15
Benzo (a) pyrène	0,15

Article 3 - Recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'HOMECOURT

et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, et publié pour une durée identique sur le site Internet de la préfecture. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Article 5 - Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de BRIEY, le maire d'HOMECOURT et

l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à la directrice des sociétés VALTERRA Matières Organiques et VALTERRA Dépollution
Réhabilitation

et dont une copie sera adressée :

- à la directrice départementale des territoires,
- au directeur général de l'agence régionale de santé
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,

NANCY, le 4 MARS 2016
Le Préfet,

Paul Le Prefet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY